



DÉCLARATION COMMUNE

Unissons-nous pour garantir l'accès aux soins, partout et pour tous !

Nous, ensemble, fédérations de professionnels de santé, syndicats, associations de citoyens, association d'élu, ambulanciers, Samu, urgentistes faisons le constat commun que notre système de santé est en danger, mis à mal par 30 ans de choix politiques inappropriés et par une désertification sanitaire qui ne cesse de s'étendre. Remédier à cette situation est une urgence absolue.

10 % de la population française n'a plus de médecin traitant. Si l'appel au Samu-Centre 15 permet à chaque français d'accéder immédiatement, à un médecin régulateur, 800 000 de nos concitoyens sont à plus de 30 minutes d'une équipe mobile d'urgence et de réanimation et 6 millions vivent à plus de 30 minutes d'un service d'urgence, dont 75 % en milieu rural.

La pénurie du temps médical met en difficulté l'hôpital et l'organisation des soins de ville engendrant des retards de diagnostics, de traitements et des renoncements aux soins.

Cela a pour effet de creuser de 2 ans la différence entre l'espérance de vie des habitants des villes et celle des habitants des campagnes.

Sans interlocuteurs accessibles, les patients se confrontent à des services d'urgences saturés et à une offre de premiers secours (SMUR, sapeurs-pompiers et services ambulanciers) sursollicitée qui ne peut répondre au mieux à la demande de secours à personne.

L'effondrement de l'accès aux soins impacte maintenant la chaîne de secours et de soins dans son entier. Aucun secteur n'est épargné. Kinésithérapeutes, médecins, infirmiers, pharmaciens, internes, chirurgiens-dentistes, pompiers, urgentistes hospitaliers, ambulanciers, sage-femmes, paramédicaux, biologistes, élus... tous font face à la même souffrance de ne pouvoir exercer correctement leurs métiers et apporter des solutions concrètes pour leurs concitoyens sur l'ensemble du territoire.

Présente dorénavant dans tous les départements, la crise s'amplifie sans qu'aucune solution satisfaisante ne soit déployée pour y remédier.

Nous n'avons pas les mêmes métiers mais nous sommes tous en première ligne face à cette catastrophe annoncée. « Habitant », « patient », « citoyen » désigne une même et unique personne qui nous fait nous sentir tous concernés et nous pousse à la mobilisation et à l'action.

Aussi, nous appelons les pouvoirs publics, les candidats à l'élection présidentielle et tous les acteurs, de santé ou non, à s'engager à nos côtés face à l'urgence absolue et la gravité de la situation.

La solution est plurielle et nous en sommes les artisans. Grâce aux acteurs locaux, elle émerge déjà de nombreux territoires mais ne parvient pas à modifier durablement l'équation.

Nous sommes prêts à travailler ensemble à la recherche de solutions pour infléchir cette crise et rétablir le droit universel à une santé égalitaire pour tous comme le prône la Constitution.

L'État doit nous entendre et s'engager à nos côtés.

Nous appelons tous les acteurs qui se retrouvent dans ces constats, ceux présents aujourd'hui et ceux qui voudront nous rejoindront demain, à participer à un travail commun afin d'apporter des solutions et modifier le rapport de force au service d'un meilleur accès aux soins, partout et pour tous.

Les premiers signataires :

L'Association des Citoyens Contre les Déserts Médicaux et sa Vice-présidente, Laure Atru

La Fédération Nationale des Techniciens Ambulanciers Urgentistes et son Président, Yannick Janeiro

Le Syndicat des Infirmières et Infirmiers Libéraux et son Président, John Pinte

Le Syndicat des Médecins Libéraux et son Président, Philippe Vermesch

Le SAMU Urgences de France et son Président, François Braun

L'Union Nationale des Professionnels de Santé et son Président, William Joubert

L'Association des maires Ville et Banlieue de France et son Président, Thierry Falconnet

L'Association des maires ruraux de France et son 1er Vice-président, Dominique Dhumeaux